

INTERVIEW

CENTRE DE RÉTENTION

« Un coût humain énorme »

David Angel

Le centre fermé au Findel existe depuis quatre ans. Entretien avec Sandie Richard du collectif « Keen ass illegal », qui milite contre l'enfermement de migrants depuis le début.

woxx : Vous avez « fêté » le quatrième anniversaire du centre de rétention au Findel le weekend dernier avec un « Manifestal ». Comment ça s'est passé ?

Sandie Richard : On s'est inspirés d'actions qui se font en Belgique - « Faites de la musique, pas des centres fermés » -, des concerts qui se tiennent devant des centres de rétention. « Manifestal », c'est l'idée de manifester, mais de façon un peu festive - même s'il n'y a rien à fêter, en vérité - et de dénoncer à travers l'expression artistique l'enfermement injustifié de migrants. Ce n'est vraiment pas une fête que de savoir qu'on a célébré le quatrième anniversaire du centre. Malheureusement, il n'y a pas eu de contact avec les détenus. Mais il y a eu des musiciens, des poètes, des écrivains, des discours politiques, et nous avons lu des témoignages de personnes qui ont été détenues au centre fermé.

Ce n'est vraiment pas une fête que de savoir qu'on a célébré le quatrième anniversaire du centre.

Le groupe « Keen ass illegal » émane de la « Campagne contre le centre fermé » qui a eu lieu avant et pendant la construction du centre de rétention. Quatre ans plus tard, comment êtes-vous ?

On est un noyau dur qui est resté le même depuis le début, ce qui est quand même assez rare, et puis il y a des gens qui gravitent autour. C'est vrai que le noyau dur est assez petit, même si d'autres gens l'ont rejoint depuis la création. À chaque fois qu'il y a des actions, ça s'agrandit et puis ça retombe. On reste toujours un noyau

très soudé, très dynamique. Il y a des gens de tous les horizons dans le groupe, qui viennent de pays différents, et je pense que c'est un peu notre force aussi. Un des membres fondateurs du groupe est un militant des droits de l'homme originaire du Congo qui s'est battu pendant dix ans pour obtenir ses papiers. Nous connaissons donc la problématique de l'exclusion. On forme vraiment une équipe pluridisciplinaire.

Il n'y a pas besoin de « punir », de priver quelqu'un de liberté.

Quelles sont vos activités en ce moment ?

Nous avons élargi notre champ d'action en rejoignant d'autres associations pour agir au niveau européen et en cosignant le texte « Remplaçons les larmes par des politiques ». Puis, il y aura certainement un débat politique en automne sur une éventuelle réorganisation du centre fermé, qui pourrait même aboutir à un agrandissement. C'est sur cette échéance qu'on va essayer de se concentrer. On va essayer de soulever le débat au niveau politique. Il y a deux ans, on avait adressé un questionnaire à tous les partis politiques pour leur demander de prendre position sur le centre fermé. Je pense que ça peut être intéressant de relancer un peu le débat pour voir quel est leur positionnement par rapport à la réorganisation prévue du centre, mais de mettre aussi l'accent sur les alternatives possibles au centre de rétention.

À ce propos, y a-t-il des modèles alternatifs aux centres de rétention ? Dans son accord de coalition, le gouvernement avait parlé de « maisons de retour » ...

Au Canada par exemple, il y a un système alternatif qui implique une prise en charge dès l'arrivée. Tout de suite, on met des coaches, des juristes, une équipe pluridisciplinaire à leurs côtés, pour les accompagner dans toutes les démarches néces-



Pédagogue de formation, Sandie Richard est française d'origine italienne et vit au Luxembourg depuis sept ans. En tant qu'assistante sociale, elle a participé à diverses études sur la prise en charge de personnes placées dans des institutions, dont la dernière, « Children Behind Bars », est une recherche européenne axée sur le monitoring des lieux privés de liberté pour mineurs. Elle est membre du collectif « Keen ass illegal » depuis 2011 et représentante de la Coalition nationale pour les droits de l'enfant du Luxembourg.

saires. Si, finalement, on se rend compte qu'il n'y a pas de chances pour que la personne reste, il est plus facile alors pour elle de comprendre, parce qu'elle a l'impression qu'elle a bénéficié de tous ses droits. Il n'y a pas besoin de « punir », de priver quelqu'un de liberté. Le problème des maisons de retour, c'est que ça reste une chose qui intervient seulement à la fin, pour préparer à l'expulsion.

La construction du centre fermé avait, à l'époque, presque été saluée par certaines initiatives, puisqu'elle mettait fin à l'enfermement des migrants dans la prison de Schrassig...

Le problème avec le centre de rétention, outre l'enfermement des gens, c'est qu'il n'est pas efficace. L'effet dissuasif ne marche pas. Une per-

sonne sur trois dans le centre de rétention n'est pas expulsée finalement. Souvent, des gens sont relâchés, puis arrêtés et enfermés à nouveau. C'est un coût financier considérable, mais aussi un coût humain énorme : on entend parler de grèves de la faim, de gens qui s'automutilent, de tentatives de suicide. Il y a aussi des gens qui tentent à tout prix de s'échapper - si c'était si bien à l'intérieur, les gens ne le feraient pas ! On nous a aussi rapporté des cas de personnes qui sont mises à l'isolement et qui y restent plus longtemps que prévu. Pour une personne déjà fragilisée, l'isolement peut s'avérer psychologiquement très violent.

C'est comme si on disait que les gens qui fuient « juste » la misère ne sont pas des migrants légitimes.

Tout cet élan de solidarité envers les réfugiés des dernières semaines, comment le vivez-vous, et votre groupe peut-il en profiter ?

Je trouve cet élan de solidarité formidable et j'espère sincèrement qu'il va se poursuivre ! Par contre, pour le moment, en ce qui concerne notre groupe et nos activités, on ne constate pas - encore - de différence. C'est comme si l'un n'avait rien à voir avec l'autre. On parle de l'accueil, on souhaite la bienvenue aux réfugiés d'un côté, et puis de l'autre côté, on ne thématise pas du tout cette logique de l'expulsion, cette « machine à expulsions » qu'est finalement le centre de rétention. Le problème, c'est aussi la distinction qui est faite entre « réfugiés » et « migrants ». C'est comme si on disait que les gens qui fuient « juste » la misère ne sont pas des migrants légitimes. Quelque part, on crée une sorte de hiérarchie, on catégorise en « bons » et « mauvais » migrants. C'est pourquoi on ne peut pas continuer à priver de liberté des gens qui n'ont commis aucun crime à part celui d'avoir franchi une frontière.